

## Geagea à « L'Orient-Le Jour » : Dialoguer, oui... mais sur quoi ?

Par Michel TOUMA | lundi, mai 28, 2012

Le leader des Forces libanaises, Samir Geagea, apporte une réponse lucide et pragmatique aux appels en vue de la relance du dialogue, soulignant que le 14 Mars est, par essence, favorable au dialogue, mais force est de relever qu'il n'existe pas de fondements sérieux à une telle démarche dans le contexte actuel.

La conjoncture présente sur la scène locale n'a jamais été aussi explosive, à plus d'un égard. Les retombées de la révolution syrienne se font ressentir presque quotidiennement dans différentes régions du pays. Parallèlement, le fossé qui sépare les deux camps politiques en présence au sujet des armes du Hezbollah ne cesse de s'approfondir à l'ombre de la conjoncture régionale et des déclarations répétées des dirigeants du parti chiite qui ne cessent d'affirmer que leur arsenal militaire constitue plus que jamais une chasse gardée, une ligne rouge infranchissable. Et à la lumière d'un tel contexte, le gouvernement se débat dans ses contradictions internes et présente de lui la pénible image d'une « confédération » de minicabinets à caractère sectaire qui n'en finissent plus de patauger dans des considérations clientélistes et purement politiciennes, dans le sens le plus réducteur du terme.

Face à cette déliquescence avancée, le président Michel Sleiman voudrait relancer le dialogue national, interrompu par le 8 Mars à l'époque du précédent gouvernement de Saad Hariri. Mais une reprise du dialogue pourrait-elle être d'une quelconque utilité alors que les clivages interlibanais sur le soulèvement populaire en Syrie et sur le dossier des armes illégales n'ont jamais été aussi profonds ? Quel devrait être le fondement d'un nouveau dialogue national et sur quoi au juste celui-ci devrait-il porter ? Et qu'en est-il de la situation présente du cabinet Mikati ? Le 14 Mars affirme sa détermination à faire chuter le gouvernement. Mais en a-t-il réellement les moyens ? Autant de questions que L'Orient-Le Jour a posées d'une manière succincte au chef du parti des Forces libanaises, Samir Geagea, au lendemain de la réunion élargie que les pôles du 14 Mars ont tenue jeudi dernier à la Maison du Centre.

D'emblée, le leader des FL s'empresse de souligner sans détour que le 14 Mars est « par essence favorable au dialogue ». « Nous croyons profondément dans l'action politique en tant que telle, d'autant que nous n'avons pas d'autres moyens de faire entendre notre voix, déclare M. Geagea. Nous n'avons que le dialogue comme moyen d'action, nous n'avons pas de structures militaires. Nous aurions bien aimé répondre à l'invitation du président de la République en vue de relancer le dialogue. Mais nous craignons que ce soit une perte de temps et que cela provoque une grosse déception au niveau des citoyens qui ne manqueront pas de fonder beaucoup d'espoirs sur un tel dialogue, et qui ne peuvent qu'être déçus dans le contexte présent. Il n'existe pas en effet de fondements sérieux pour le dialogue. »

Et M. Geagea de préciser sur ce plan : « Sur quoi le dialogue pourrait-il porter ? Les dirigeants du Hezbollah ne cessent de répéter, et ils l'ont fait à nouveau pas plus tard qu'aujourd'hui (hier), que les armes sont la seule constante sur la scène locale. De surcroît, la majorité au sein du gouvernement s'est totalement ancrée au régime syrien, ou plutôt elle a lié le sort du Liban tout entier à celui du régime syrien. Dans de telles conditions, à quoi servirait un dialogue et sur quoi pourrait-il déboucher ? En réaffirmant que les armes sont intouchables et en liant le sort du pays au sort du régime syrien, l'autre partie apporte la preuve qu'en réalité, elle ne veut pas d'un dialogue sérieux. »

Pour le leader des FL, il faudrait s'attaquer dès à présent à la source du mal et mettre en place une solution radicale. « Rien ne peut plus se faire dans le pays à l'ombre de ce gouvernement, souligne Samir Geagea. La présence de ce gouvernement constitue désormais un danger pour le Liban. La solution radicale commence, par conséquent, par le départ de ce cabinet et la formation d'un cabinet neutre de technocrates. Lors des assises du 14 Mars, jeudi dernier, nous avons pris la décision de réagir favorablement à l'appel au dialogue mais après le départ du gouvernement, car il ne servirait à rien de dialoguer à l'ombre de ce cabinet dont la majorité qui le compose refuse de discuter des armes et de tout ce qui touche au régime syrien. Ce gouvernement compte en effet des factions dont le comportement politique n'est dicté que par des considérations syriennes et iraniennes, et nullement libanaises. »

Comment le 14 Mars envisage-t-il de s'y prendre dans de telles conditions pour faire chuter le cabinet. « Le premier pas consiste à prendre la décision politique sur ce plan, explique M. Geagea.

Nous examinons plusieurs éventualités, nous envisageons plusieurs feuilles de route pour aboutir à cet objectif. Notre choix, la voie que nous suivrons, dépendra des événements et de l'évolution de la conjoncture. »

Et en réponse à ceux qui affirment qu'un « mauvais gouvernement reste mieux qu'un vide au niveau du pouvoir exécutif », le leader des FL rejette la thèse selon laquelle il ne sera pas possible de mettre sur pied une nouvelle équipe ministérielle en cas de chute du gouvernement. « La formation d'un cabinet neutre composé de technocrates est possible », affirme M. Geagea. La dynamique a été lancée lors des assises du 14 Mars à la Maison du Centre. Une dynamique locale... Dans l'attente que la dynamique régionale se mette aussi de la partie ...